

Dans le peloton de tête

Prakash Loungani brosse le portrait de
Robert Barro, *macroéconomiste à Harvard*



LA PLUPART des articles spécialisés tombent sans bruit dans l'anonymat universitaire. Pas ceux de Robert Barro. Avec six articles-cultes, il figure dans le peloton de tête d'une liste récente des 146 articles économiques les plus influents depuis 1970. Il partage cet honneur avec deux autres économistes seulement (Eugene Fama et Joseph Stiglitz), ce que le titre de sa première publication, «Structure cristalline d'un composé de cobalt dimérique contenant un pont chloro», en 1970, aurait difficilement laissé présager.

Que s'est-il passé? «C'est la faute à Richard Feynman», dit M. Barro, qui se préparait à une carrière de physicien à Caltech. «Feynman avait un immense prestige, mais ce qu'il enseignait m'était souvent totalement inaccessible. C'est ainsi que j'ai pris conscience que je ne pour-

rais parvenir au sommet dans ce domaine.» M. Barro s'est donc tourné vers l'économie, motivé par la possibilité d'utiliser son «bagage technique et mathématique pour remédier aux problèmes sociaux» ainsi que par l'exemple d'un frère aîné qui avait suivi cette voie.

Deux autres virages ont marqué sa carrière de macroéconomiste. Le premier est intervenu au cours des années 70, lorsqu'il a tourné le dos à la macroéconomie keynésienne qu'il avait étudiée à Harvard pour devenir l'un des meneurs de la révolution conduite par l'école de Chicago qui l'a supplantée. Keynes avait popularisé l'idée selon laquelle les politiques publiques pouvaient lisser les fluctuations des revenus, également connues sous le nom de cycles conjoncturels. Durant les années 70, les universitaires et les responsables publics ont réexaminé cette théorie. Quatre des



six articles majeurs de Barro, de même qu'un manuel de macro-économie dont il est l'auteur, font partie du corpus qui a inversé la vapeur en faveur d'un rôle plus modéré de l'État.

Le second virage s'est produit dans les années 80, lorsque la macroéconomie elle-même a changé de cap. Entre le milieu des années 40 et celui des années 80, les macroéconomistes s'étaient efforcés de comprendre les causes des fluctuations temporaires de revenus associées aux cycles conjoncturels. Au cours de cette période, ils avaient négligé de s'interroger sur les facteurs qui déclenchaient une hausse des revenus, quoique à des taux différents selon les époques, ou sur les causes des vastes écarts de revenu entre les pays. Or, à partir du milieu des années 80, stimulés, une fois encore, par les théories novatrices émanant de l'université de Chicago, leur intérêt s'est porté sur ces questions. M. Barro s'est joint rapidement à ce mouvement et a écrit deux articles essentiels qui «donnèrent le coup d'envoi à l'étude empirique» de ces problèmes, selon Simon Johnson, économiste en chef du FMI, lui-même contributeur notable à l'étude de la croissance économique.

Créez un jeu de données, et les spécialistes accourent

L'idée à l'origine du premier article décisif de M. Barro sur la croissance économique — paru en 1991 dans le *Quarterly Journal of Economics* — est étonnamment simple. Il a rassemblé un jeu de données sur les revenus d'une centaine de pays depuis 1960, ainsi que des informations sur de nombreuses variables qui, selon les théoriciens, influencent la hausse des revenus, notamment les taux de scolarisation (un indicateur de ce que les économistes appellent le «capital humain»), l'investissement privé, et l'ampleur et la nature des interventions de l'État. S'y ajoutaient des mesures du régime économique en vigueur, des distorsions du marché induites par l'action des pouvoirs publics, et l'instabilité politique.

M. Barro a analysé les associations statistiques entre la croissance des revenus et ces différentes variables. Il a observé que «les pays pauvres rattrapent généralement les pays riches si, mais seulement si, ils disposent d'un capital humain important». Il

conclut également que les investissements de l'État ne stimulent guère la croissance, et que d'autres dépenses publiques lui font en fait obstacle. L'instabilité politique et les distorsions du marché diminuent plutôt la croissance.

Il existe un phénomène simple dans le monde universitaire : créez un ensemble de données, et les spécialistes se ruent dessus. C'est ce qui s'est produit avec M. Barro : il a incité les macroéconomistes à étudier la croissance économique. D'ailleurs, les publications que son article fondateur de 1991 a inspirées désignent les nombreux déterminants potentiels qu'il avait recensés sous le nom de «variables de Barro». Certaines des conclusions de cet article se sont davantage vérifiées que d'autres mais, selon M. Johnson, il a eu une portée essentielle en ce qu'il a donné une assise empirique à des études dont le caractère théorique aurait autrement atteint un degré vertigineux.

De fait, les études de M. Barro sur la croissance ont eu une telle influence que les jeunes macroéconomistes, actuellement dans la trentaine, sont plus enclins à l'associer à ses travaux des années 90 qu'à ses études antérieures sur les cycles conjoncturels.

Rattrapez-moi si vous le pouvez

La conclusion essentielle de l'autre article fondateur de M. Barro sur la croissance économique (écrit en collaboration avec Xavier Sala-i-Martin et paru en 1992 dans le *Journal of Political Economy*) a si bien résisté à l'épreuve du temps que son collègue de Harvard, Larry Summers, l'a surnommée «la loi d'airain de la convergence». Comme dans le cas précédent, l'idée était simple et consistait à rassembler de nouvelles données : cette fois, il s'agissait d'utiliser les informations relatives aux différentes régions d'un pays. L'avantage en était que bon nombre des «variables de Barro» pouvaient plausiblement être présumées identiques pour toutes les régions d'un pays — le régime économique ou les mesures de l'instabilité politique par exemple.

Le problème de la mesure de ces variables étant ainsi résolu, il était possible de se concentrer sur une question précise : les régions initialement pauvres rattrapent-elles les régions riches? Dans le cas des États-Unis, la réponse est affirmative. Après la Guerre civile, les États du Sud étaient généralement plus pauvres que les autres. Or, M. Barro et Sala-i-Martin ont montré que dans les cent ans qui ont suivi 1880, les États initialement pauvres ont connu une croissance plus rapide. Il y a eu rattrapage ou, dans le jargon des économistes, «convergence». Cela n'a pourtant pas été particulièrement rapide, de 2 % à 3 % par an seulement.

C'est ce qui a incité M. Barro à mettre en garde, dans un article publié dans le *Wall Street Journal* en 1991, ceux qui tablaient sur un alignement rapide des revenus de l'Allemagne de l'Est sur ceux de l'Allemagne de l'Ouest après l'unification du pays. «Les forces de la convergence sont opérantes à terme», écrivait-il, «mais toute parité entre la RDA et la RFA est inconcevable à court terme.» De fait, après un démarrage en flèche, le taux de productivité est-allemand stagne à 75 % environ de celui de l'Allemagne de l'Ouest, malgré les efforts gigantesques du gouvernement pour accélérer le processus.

Riches ou pauvres?

Dans des articles universitaires et dans ses chroniques au *Wall Street Journal* et à *BusinessWeek*, M. Barro a poursuivi son

examen des raisons pour lesquelles certains pays sont riches et d'autres pauvres. Selon lui, il est prouvé que par la sécurisation des droits de propriété, l'instauration de la règle de droit, la libéralisation des marchés intérieurs et l'ouverture au commerce international, les pays pauvres peuvent accroître leurs revenus. La stabilité macroéconomique constitue un facteur favorable, de même que les investissements dans l'éducation, la santé, et certains types d'infrastructures.

Ce n'est pas le cas, en revanche, des politiques qu'il qualifie de «sociales» : promotion de la démocratie, éducation spécifiquement destinée aux femmes, protection de l'environnement, suppression des inégalités de revenus et promotion des organisations communautaires et du capital social. Comme il l'a noté dans son recueil d'essais paru en 2002, *Rien n'est sacré*, ses opinions ne font pas l'unanimité : «Certains critiques ont vu dans le Prix Nobel d'économie décerné en 1998 à mon collègue Amartya Sen un aval à une stratégie plus sociale de développement», y écrit-il.

Or, tout en admettant que «pour de nombreux individus, ces questions sociales constituent des objectifs fondamentalement désirables», M. Barro ne démord pas de ses opinions et précise qu'elles trouvent leur origine dans les études détaillées qu'il a conduites pour définir si ces facteurs sociaux favorisent effectivement la croissance des revenus. Il est vrai que ces dernières années, lui-même et sa femme, Rachel McCleary, également professeur à Harvard, ont réalisé certains des travaux les plus approfondis à ce jour sur la façon dont la religion (peut-être le facteur social par excellence) agit sur la croissance économique (voir encadré).

Non-intervention

Étant donné la teneur des travaux de M. Barro sur la croissance, il n'est pas surprenant qu'il pense, comme il l'a indiqué dans son recueil d'essais publié en 1996, *Getting it Right*, que les pouvoirs publics ne devraient «exercer qu'un nombre limité de fonctions» pour favoriser celle-ci. Il dit avoir été libéral lorsqu'il était étudiant de premier cycle à Caltech : «Je ne doutais pas que la solution à tous les problèmes sociaux passait par l'intervention

La religion peut-elle doper la croissance?

Comme on le sait, le sociologue Max Weber soutenait que la religion peut influencer les résultats économiques par ses effets sur les traits de caractère, l'éthique du travail par exemple. M. Barro et M^{me} McCleary soumettent cette idée à une épreuve rigoureuse. Comme les travaux antérieurs de M. Barro sur la croissance, cette étude se caractérise par l'assemblage minutieux d'un nouveau jeu de données, dans ce cas celles portant sur les croyances religieuses et l'assistance aux services religieux officiels tirées de six enquêtes internationales couvrant une cinquantaine de pays.

M. Barro et M^{me} McCleary constatent que les pays dont les populations ont des convictions religieuses plus fortes, telles la croyance dans le Paradis et l'Enfer, affichent une croissance économique plus vigoureuse, constatation compatible avec la thèse de Weber. Néanmoins, une fois cet impact pris en compte, une plus grande assiduité aux services religieux officiels diminue la croissance. La participation aux services est donc importante dans la mesure où elle influence les croyances, mais en dehors de cela, elle absorbe du temps et des ressources, affaiblissant ainsi la croissance.

de l'État». Mais aujourd'hui, il est persuadé du contraire. Il se dit actuellement «libertaire (ou libéral classique), plutôt que conservateur ou Républicain».

Conformément à ses idées «libertaires», il estime que la fonction essentielle de l'État consiste «à définir et à protéger les droits de propriété». Il pourrait également «garantir (mais pas fournir) un niveau d'éducation de base, assurer une protection sociale minimale et participer à un éventail limité d'investissements dans l'infrastructure, les autoroutes et les aéroports par exemple». Pour lui, l'élargissement du rôle de l'État à d'autres domaines de l'économie nuit à la croissance.

M. Barro voit dans l'expérience de la Chine (il s'y rend désormais assez fréquemment du fait de sa coopération avec une université chinoise) une confirmation de ses idées. L'expérience vécue par ce pays sous le communisme, affirme-t-il, «témoigne des dégâts que peuvent provoquer les pouvoirs publics» lorsqu'ils essaient d'exercer une influence sur tous les volets de l'économie. Mais il est aujourd'hui frappé par le comportement «très capitaliste et favorable aux entreprises» des responsables de l'État et de nombreuses personnes qu'il rencontre. «L'une de leurs universités a même installé une statue d'Adam Smith sur son campus. Nous essuierions une tempête de protestations si nous essayions de faire ça à Harvard», plaisante-t-il.

Ses opinions «libertaires» expliquent peut-être aussi en partie pourquoi, contrairement à beaucoup d'autres macroéconomistes célèbres, il n'a pas été un conseiller de premier plan du gouvernement américain ou d'autres. Il est difficile d'être «apprécié des pouvoirs publics» lorsque l'on préconise la suppression de bon nombre de leurs fonctions, dit-il. Dans tous les cas, comme il l'a reconnu franchement dans *Rien n'est sacré*, son influence a été modérée les rares fois où il a tenté de conseiller les pouvoirs publics. Dans l'un des essais de ce livre, il raconte comment il a dû brusquement interrompre ses vacances à Cape Cod, durant l'été 1998, pour se rendre à Moscou; le conseil qu'il donna aux autorités russes d'établir une caisse d'émission ne fut pas suivi. Le gouvernement sud-coréen ne se montra pas plus réceptif à sa recommandation d'adopter le dollar pour monnaie nationale et d'assouplir son contrôle sur les participations étrangères dans les banques nationales.

Les limites de la planche à billets

Même sans ses articles des années 90 sur la croissance économique, la réputation de macroéconomiste de premier rang de M. Barro aurait été assurée. Dans les années 70 et au début des années 80, ses articles préconisant l'adoption d'une approche de laissez-faire pour lisser les fluctuations des revenus avaient déjà créé des remous.

Ses travaux s'inscrivaient dans ce qu'il est convenu d'appeler la révolution des anticipations rationnelles, qui a supplanté la théorie keynésienne, dominante à l'époque, selon laquelle les pouvoirs publics devaient faire résolument appel aux politiques macroéconomiques pour maîtriser le cycle conjoncturel. Dans les années 60, l'idée que les pouvoirs publics avaient cette aptitude s'était imposée, stimulée par ce qui semblait être une relation statistique stable connue sous le nom de courbe de Phillips. La situation de l'époque laissait penser que l'État pouvait fournir des emplois (et donc réduire le taux de chômage) en faisant simplement fonctionner

la planche à billets (augmentant ainsi le taux d'inflation). Dans le jargon des économistes, la courbe de Phillips laissait supposer que la politique monétaire pouvait avoir des effets réels.

Pour les économistes conservateurs tels que Milton Friedman, la courbe de Phillips était irrationnelle : elle semblait suggérer qu'un gouvernement pouvait obtenir un résultat concret — créer des emplois — par une mesure au coût quasiment nul : imprimer de l'argent. Comme si l'on pouvait faire grandir les gens en les mesurant au moyen d'une règle graduée en centimètres plutôt qu'en pouces. Les idées de M. Friedman furent raillées à l'époque, mais M. Barro raconte qu'«avant même de quitter Harvard, au cours de l'été 1968, je m'étais rendu compte que les attaques à son encontre étaient injustifiées et motivées par la jalousie».

Inspiré par les travaux de M. Friedman et ceux de Robert Lucas, également de l'université de Chicago, M. Barro rédigea un article, paru en 1977 dans l'*American Economic Review*, démontrant que la politique monétaire activiste des États-Unis n'avait diminué le chômage que lorsque les banques centrales avaient réussi à créer la surprise quant à l'inflation qu'elles allaient produire. Deux autres articles suivirent, écrits en collaboration avec David Gordon, un diplômé de Chicago aujourd'hui à l'université Clemson. Le premier montrait que lorsque les gens prennent conscience que les banques centrales cherchent à les surprendre, un mauvais équilibre se crée : l'inflation est excessive, mais le chômage n'est pas inférieur à ce qu'il serait dans d'autres circonstances. Le second proposait un moyen de sortir de ce mauvais équilibre. Si la banque centrale pouvait s'engager à suivre une règle, le taux d'inflation serait moins excessif que dans le cas contraire. La banque s'efforceraient toujours de générer de l'inflation surprise, mais son incitation à le faire serait tempérée par la perte de crédibilité consécutive.

Les articles de M. Barro et Gordon s'inscrivent dans un mouvement qui a modifié le comportement des banques centrales. Les banques centrales modernes sont plus enclines à suivre des règles les empêchant de générer une inflation excessive de manière à protéger leur crédibilité dans la lutte contre l'inflation. Et celles qui, loin d'essayer de créer la surprise, ont un objectif d'inflation explicite ou implicite sont désormais nombreuses.

Vous plaisantez sûrement, M. Barro!

L'offensive contre les fondements de la politique monétaire keynésienne que M. Barro conduisit avec d'autres macroéconomistes de premier plan fut précédée d'une attaque à l'égard de la politique budgétaire keynésienne qu'il mena seul. Dans ce domaine également, la théorie keynésienne prônait une politique activiste : les gouvernements doivent utiliser les déficits budgétaires pour lisser les fluctuations des revenus privés. Quand l'économie privée s'enlise, ils doivent s'efforcer de stimuler les dépenses privées en creusant le déficit budgétaire, et en le finançant par l'emprunt plutôt que par une hausse des impôts.

Dans un article paru en 1974 dans le *Journal of Political Economy*, M. Barro faisait valoir que le choix du financement, emprunts ou impôts, n'avait aucune importance. Si le gouvernement empruntait pour financer ses déficits, les contribuables comprendraient qu'il lui faudrait ultérieurement lever des impôts pour rembourser ces emprunts. Ils se contenteraient donc d'augmenter leur épargne actuelle afin de pouvoir payer ces futurs impôts. Les efforts du

gouvernement pour doper les dépenses privées par l'emprunt seraient donc réduits à néant. Mais qu'en est-il si ces impôts étaient pour l'essentiel transférés aux générations futures? La population actuelle ne se sentirait-elle pas plus riche par suite des emprunts publics? Ce ne sera pas le cas, répondait M. Barro, si la génération actuelle se soucie autant de ses propres dépenses que de celles de ses enfants à l'avenir. Si elle s'inquiète pour ses enfants, elle épargnera davantage afin de leur léguer plus d'argent et leur permettra de payer les impôts futurs. Là encore, la politique consistant à creuser le déficit pour inciter la génération actuelle à dépenser plus serait vidée de sa substance.

Ce raisonnement suscita une vague d'incrédulité. Comme l'explique un article de 1990 paru dans *The Economist* : «La notion de parents altruistes, infiniment prévoyants, paraît extravagante. Dans les premiers temps, les économistes eux-mêmes avaient du mal à ne pas rire.» Mais à la longue, le modèle de M. Barro s'imposa, de sorte que même ses détracteurs ont été obligés de le prendre pour point de départ à leurs propres modèles. *The Economist* concluait que, sous l'influence des travaux de M. Barro, «rars sont ceux qui attendent aujourd'hui autant d'un recours actif à la politique budgétaire qu'auparavant».

D'autres idées?

Robert King, de l'université de Boston, ancien collègue de M. Barro, dit de lui qu'il est «le macroéconomiste appliqué le plus influent de sa génération», mais précise à *F&D* que cette influence ne dérive pas d'une contribution unique, mais du fait «que dans pratiquement tous les grands domaines de ce champ d'études, vous vous trouvez confronté à l'un de ses articles».

Depuis quelques années, M. Barro travaille sur une éventuelle solution à une énigme qui intrigue depuis longtemps le monde de la macroéconomie et de la finance, l'énigme dite de la prime de risque, qui a trait au fait que les actions ont de tout temps dégagé des rendements nettement supérieurs aux obligations d'État. Bien entendu, cette différence s'explique en partie par le caractère plus risqué des actions. Mais elle est telle qu'elle semble indiquer un degré d'aversion au risque chez les investisseurs que les économistes jugent irréaliste. Or, M. Barro avance que les catastrophes exceptionnelles, comme la Grande Dépression ou le 11 septembre, même si leur probabilité est faible, entretiennent une demande relativement élevée d'actifs sûrs, par rapport aux actions, de la part des investisseurs.

Que ces travaux rejoignent ses autres articles au peloton de tête ou pas, il est certain que M. Barro n'a pas l'intention de baisser les bras. Dans un essai de 1999 paru dans *Rien n'est sacré*, il écrivait : «Je n'ai jamais compris ce qui pouvait inciter les gens à se retirer alors qu'ils sont encore au sommet», et il se demandait pourquoi le frappeur des New York Yankees, Joe DiMaggio, s'était retiré de la compétition en 1951 et pourquoi «les Beatles et Simon et Garfunkel s'étaient séparés au sommet de la gloire. Le résultat essentiel a été de priver le public de nombreuses années de bonne musique, même si elle n'était pas de la meilleure qualité.» Ses nombreux partisans se réjouiront de sa promesse implicite que, dans son cas au moins, le flot ne tarira pas. ■

Prakash Loungani est Chef de division au Département des relations extérieures du FMI.